

## Quelle politique nationale demain ?

Pour juger aujourd'hui la politique française en matière d'information, il nous manque certes le recul. Il est cependant évident qu'après un bon début elle a manqué de continuité et de coordination, ce qui explique un certain désenchantement et découragement de tous ceux qui ont participé à la construction de cette France de l'information ; malgré des succès indéniables, il y a une disproportion criante entre les espérances, les efforts consentis et les résultats. Deux facteurs sont à notre avis responsables de cette situation : nous n'avons pas eu notre rapport Weinberg et nos dirigeants au plus haut niveau n'ont pas encore compris le rôle de l'information professionnelle dans et pour le développement de notre société ; d'autre part, l'absence ou l'insuffisance de coordination entre les diverses structures gouvernementales est néfaste (ainsi que l'ont bien montré de nombreux rapports étrangers [14]). A cela s'ajoute peut-être un troisième facteur, la trop faible importance du secteur privé qui paraît un handicap, même aux yeux d'observateurs européens [15] qui font remarquer le succès du Minitel où public et privé coopèrent et s'équilibrent.

Quoi qu'il en soit, dans l'avenir, une politique nationale ne peut reposer que sur une coordination (donc nécessité d'une structure interministérielle), elle doit pouvoir disposer d'un soutien, actif au plus haut niveau (ce qui est plus facile à préconiser qu'à réaliser) et d'un budget lui permettant réellement d'être prise en considération.

En attendant...

Au moment de rédiger une conclusion, nous parvient l'annonce de la création d'une nouvelle direction au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche regroupant les missions qu'avait la DBMIST et celles de la DIST. Sera-ce la Direction puissante et inventive que nous attendons tous ? Souhaitons-le !

# Les centres de documentation sur le tiers monde et la mémoire du temps

THÉRÈSE TRÉFEU - MONA HUERTA

En hommage à Edith Aujames, du Ministère de la coopération et du développement, qui a été pendant plus de vingt ans l'animatrice du groupe Pays en développement de l'ADBS et lui a donné sa cohésion et son esprit coopératif.

Thérèse Tréfeu est responsable du Centre de documentation et d'information scientifique pour le développement (CEDID) de l'ORSTOM, 213 rue La Fayette, 75480 Paris Cedex 10. Elle est aussi l'animatrice du groupe sectoriel Pays en développement de l'ADBS.

Secrétaire générale du Réseau européen d'information et de documentation sur l'Amérique latine (REDIAL), Mona Huerta est responsable des publications du Réseau Amérique latine - CREDAL du CNRS (28 rue Saint-Guillaume, 75700 Paris).

**E**n 1984, le groupe ADBS / Pays en voie de développement, vingt années après sa création, regroupait une cinquantaine de centres de documentation et de bibliothèques. Ces unités documentaires affichaient des préoccupations professionnelles orientées vers la connaissance du tiers monde, la diffusion d'informations, l'éducation pour le développement (1) ou plus largement des objectifs de coopération.

En 1990, les ministères de la Coopération et du développement, de la Recherche et de la technologie et des Affaires étrangères lançaient

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : B\* 10957 E

conjointement une enquête, à l'attention des opérateurs du développement, afin d'identifier le dispositif français de coopération en matière d'information scientifique, technique et économique. Quarante-vingts organismes (2) dotés de services documentaires étaient alors répertoriés [14].

Engagées professionnellement dans ce secteur,

(1) « Education pour le développement » désigne le processus de sensibilisation des citoyens des pays industrialisés aux problèmes de développement (définition des Nations unies).

(2) Sans compter les quarante services d'information du Réseau RITIMO regroupés sous ce vocable ni les bibliothèques universitaires.



depuis plus de vingt ans, nous avons pensé qu'il était utile de présenter un tableau de la documentation scientifique sur le tiers monde depuis 1945, afin de pouvoir se repérer dans une forêt d'organismes et dans un milieu en constante mutation. Vouloir écrire une histoire de toutes ces institutions qui, au fil des ans, ont créé des unités documentaires serait sans nul doute une ambition démesurée... Cette contribution se propose uniquement d'identifier les bibliothèques et les centres de documentation traitant de ce sujet dans le seul domaine des sciences de l'homme et de la société, et s'en tient à établir un « état des lieux ».

Pour cela, il convient d'analyser rapidement le contexte historique et de retracer l'évolution des concepts qui ont permis de construire ce dispositif, avant de dresser la typologie des services documentaires immergés dans cette problématique. Démêler les fils entrecroisés de la vie de ces organismes implique une schématisation fatalement réductrice. Plusieurs périodes cependant permettent de circonscrire le vaste mouvement d'idées qui est à l'origine de la création des bibliothèques et centres de documentation sur les pays « au-delà des mers ».

## La mémoire du temps

Avec la Renaissance, l'Europe s'ouvre à d'autres continents. Les Portugais explorent les côtes africaines, les Espagnols puis les Français se lancent sur la mer océane à la conquête de nouvelles terres. Dès cette époque, expéditions religieuses ou militaires sont accompagnées de missions scientifiques. L'accumulation d'informations sur le monde est presque toujours liée à un intérêt géopolitique. Il existe entre les puissances européennes une rivalité pour la domination de nouveaux marchés.

La Bibliothèque royale, puis nationale, qui conserve en France les ouvrages les plus rares sur les pays étrangers, les bibliothèques d'érudits (souvent les ordres religieux) qui se multiplient surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle et

les écoles liées à la connaissance des civilisations exotiques (3) constituent dès lors les conservatoires documentaires les plus précieux. La conquête et la colonisation de nouveaux territoires connaissent un fort développement au XIX<sup>e</sup> siècle. La Troisième République crée un Ministère des colonies et dans cette période la documentation est directement un vecteur de formation pour les cadres coloniaux. En 1885 est fondée l'Ecole cambodgienne qui devient Ecole coloniale en 1889 puis Ecole nationale de la France d'outre-mer (ENFOM) (4). Dans le même mouvement est fondé en 1902 l'Institut national d'agronomie coloniale (5).

L'intérêt politique et scientifique pour les pays coloniaux se traduit par la création en 1923 de l'Académie des sciences coloniales. Cette institution connue depuis 1957 sous l'appellation d'Académie des sciences d'outre-mer (ASOM) possède aujourd'hui une des plus belles collections sur l'histoire coloniale française, le tiers monde et la francophonie. Cette mémoire des relations de la France avec ses colonies se trouve aujourd'hui conservée au Centre des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence, ouvert au public en 1965 (6). Entre les deux guerres on pouvait compter, en dehors des grands réservoirs bibliographiques nationaux, cinq bibliothèques africanistes dont celle du Musée de l'Homme créée en 1937 (7).

L'intérêt pour les autres continents n'est pas absent. A cette époque, seule la Grande Bretagne concurrence la France et l'Espagne au plan de la prépondérance culturelle et commerciale en Amérique latine. Dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle l'américanisme triomphe. Il connaît un essor significatif sous l'impulsion de l'expédition engagée par Napoléon III au Mexique. En 1875, est créée la Société des Américanistes et de nombreux hommes de sciences font le voyage américain (8).

## Un monde en mutation

Pour la période qui nous concerne

plus directement, l'histoire des centres de documentation et des bibliothèques qui ont pour objet l'étude des pays du Sud ou qui se sont constitués comme outils d'information et d'éducation pour le développement s'inscrit donc à la fois dans l'histoire des relations des pays européens avec leurs anciennes colonies et dans celle des relations internationales depuis Yalta.

La fin de la Seconde Guerre mondiale marque en effet une rupture importante et voit naître les grands instituts scientifiques et les instruments d'information nécessaires à la reconstruction de l'Etat (9). L'installation à Paris de l'Unesco en 1946 consacre la France dans sa mission internationale pour l'éducation et la culture.

Le rôle des Nations unies qui amorcent, dès 1945, une action en faveur des pays dits « sous-développés » est primordial. Le ton de la réflexion qui va s'instaurer dans les milieux politiques et internationaux est donné

(3) L'Ecole des langues orientales créée par Colbert, par exemple, ou encore le Collège de France.

(4) Voir : « Le centenaire de l'ENFOM », dans : *Mondes et cultures*, 1986, vol. XLVI.

(5) Cet institut deviendra en 1963 le Centre national d'études agronomiques tropicales (CNEAT), aujourd'hui Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC).

(6) Voir : Jean-François Maurel, « Le Centre des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence », dans *Afrique contemporaine*, janvier 1988, n° 145.

(7) Voir : Robert Cornevin, « Afrique contemporaine à vingt ans », dans *Afrique contemporaine*, mai-juin 1982, n° 121.

(8) Voir les travaux de Guy Martinière, et en particulier : Guy Martinière et Jacques Chonchol, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985.

(9) Création par le gouvernement de la France libre de La Documentation française (1944), de l'Institut national d'études démographiques (INED, 1945), de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE, 1946), etc. ; restructuration à cette période de l'Office de la recherche scientifique coloniale qui devient l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM), et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

avec l'adoption de deux textes : la résolution 2000 *Assistance technique en vue du développement économique* et la résolution 304 créant le *Programme élargi d'assistance technique (PEAT) en vue du développement économique des pays « insuffisamment développés »*.

La France ne va pas tarder à vivre l'heure des guerres coloniales (Indochine, Algérie) (10). La proclamation de la loi cadre du 23 juin 1956 sur les territoires d'outre-mer marquera le début d'un processus de décolonisation en Afrique. En 1960, dix-sept Etats africains ont acquis leur indépendance, suivis en 1962 par l'Algérie.

Clôture d'un cycle d'expansion européenne, et forçant les occidentaux à réviser leur politique étrangère, la Conférence afro-asiatique de Bandoeng (17-24 avril 1955) permet au tiers monde de faire irruption sur la scène internationale. Se proposant de créer un mouvement collectif et universel « pour corriger les graves déséquilibres existant dans le patrimoine et le revenu des différentes parties du monde » (11), l'ONU lance, à l'aube des années soixante, la première *Décennie du développement*, et l'Organisation internationale pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) sa première campagne mondiale contre la faim.

## Médiateurs et commanditaires

Des personnalités françaises et étrangères, scientifiques, hommes politiques, humanistes, ont été au cœur de cette « aventure ». Africanistes, américanistes, orientalistes vont influencer l'histoire des idées. Sans leur formidable conviction ni leur ténacité sans faille, il est probable que le cours des choses aurait été fort différent.

Les années soixante sont propices à l'expression d'un débat d'idées sur la décolonisation, les relations Nord-Sud, la faim dans le monde... Scientifiques et humanistes se rejoignent pour alerter les opinions

publiques sur la nécessité de changer les rapports Nord-Sud.

Quelques repères : en 1952, *La géographie de la faim*, ouvrage du sociologue brésilien Josué de Castro [1], retentit comme une bombe. La même année, François Perroux, l'un des pionniers de ce que l'on appellera l'économie du sous-développement, publie, dans les *Cahiers de l'ISEA* « Les coûts de l'Homme ». Dans l'article « Trois mondes, une planète » paru le 14 août 1952 dans *France-Observateur* dirigé alors par Claude Bourdet, Alfred Sauvy lance la formule devenue célèbre « tiers monde », formule qui prendra toute sa force dans les années soixante (12).

Alfred Sauvy et Georges Balandier coordonnent, en 1956, au sein de l'Institut national d'études démographiques (INED), l'ouvrage collectif *Tiers monde : sous-développement et développement*, dans lequel Georges Balandier expose les motivations des auteurs : « Ce volume est destiné à favoriser la prise de conscience d'un public relativement étendu... et veut permettre la réflexion concernant l'ampleur des problèmes et l'urgence dans laquelle il convient d'intervenir... ». La même année, le père Louis Joseph Lebret, dominicain et économiste publie son ouvrage majeur *Suicide ou survie de l'Occident* aux Editions ouvrières, dans lequel il exprime son point de vue sur ce que devraient être des politiques de développement qui prendraient en compte les besoins de l'homme. C'est ainsi que naît la notion de « développement intégral » reprise aujourd'hui par les Nations unies sous le terme de « développement humain ».

Les concepts ont changé avec le temps : pays de civilisations différentes, pays à économie attardée, société statique opposée à société dynamique pour la période coloniale, pays sous-développés, pays en développement après la décolonisation ! Claude Robineau, de l'ORSTOM, dans un article intitulé « La notion de développement » (13), en dresse l'inventaire : le terme « développement » dérive, dans la genèse et l'histoire des idées, de celui de « pays sous-développés » apparu aux lende-

maines de la Seconde Guerre mondiale dans le langage des institutions internationales... Dès 1949, les problèmes de développement et de sous-développement sont vus en termes de « centre » et de « périphérie » par Raúl Prebisch, responsable de la Comisión Económica para América Latina (CEPAL), termes qui seront repris vingt années plus tard par Samir Amin (14). Aujourd'hui, devant les différences culturelles, politiques et par-dessus tout économiques, on parle volontiers des « tiers mondes », « des pays de la zone tropicale » ou bien encore des « pays du Sud ».

## De la réflexion à l'action

Dans une France qui se dégage difficilement de ses dilemmes coloniaux, la prise en considération de la recherche en coopération avec le tiers monde commence à faire son chemin. L'heure est à l'élaboration d'une nouvelle politique.

Les hommes trouvent les relais institutionnels et des acteurs nationaux privés et publics vont créer et organiser des structures permettant de traduire en actes les résolutions prises. L'information est à inscrire dans ce cadre. Elle est aussi étroitement liée à la politique scientifique et universitaire, dans la mesure où les instituts de recherche et de formation se dotent d'unités documentaires pour accompagner leurs travaux. Entre 1957 et 1970, il est significatif qu'une

(10) Insurrection malgache en 1947, chute de Dien Bien Phu le 7 mai 1954, début de l'insurrection algérienne la même année.

(11) Paule G. Hoffmann, « Le programme des Nations unies pour le développement », dans la *Revue Tiers Monde*, avril-juin 1971, n° 46, p. 267-278.

(12) L'analyse de cette expression historique est longuement exposée par Yves Lacoste dans : *Université et diversité du tiers monde : des représentations planétaires aux stratégies de terrain*, Paris, La Découverte, 1984.

(13) *Bulletin des anthropologues*, juin 1985.

(14) Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Maspéro, 1970.

vingtaine d'institutions, à l'initiative des ministères de l'Education nationale, de la Recherche et de la technologie, des Affaires étrangères et de la Coopération, voient le jour. Celles-ci rempliront une fonction de formation des universitaires de France et du tiers monde, en particulier l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES), le Collège coopératif et l'Institut de recherche et de formation en vue du développement harmonisé (IRFED). Quatre centres se détachent pour leur action pionnière en matière de gestion et de diffusion de la connaissance scientifique sur des aires culturelles spécifiques : le Centre d'études africaines (CEA) à Paris, le Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN), le Centre d'études de géographie tropicale (CEGET) à Bordeaux et le Centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes d'Aix-en-Provence devenu depuis Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM).

Le tiers mondisme fera florès après 1970, nourri par les débats de mai 1968, et l'on assistera à l'éclosion de plusieurs centres importants. Les agences de développement confessionnelles (organisations non gouvernementales) (15) se dotent d'outils de diffusion de l'information d'éducation pour le développement. Cette période correspond aussi à l'avènement des dictatures militaires en Amérique latine et à son corollaire : l'arrivée en France et en Europe de nombreux réfugiés latino-américains. Si la présence de Brésiliens, depuis les coups d'Etat militaires de 1964 puis de 1968, a déjà permis d'alerter certains secteurs de l'opinion publique, l'arrivée en masse de Chiliens à partir de 1973, d'Uruguayens et d'Argentins, va favoriser la réflexion sur les chances réelles d'autonomie politique dont disposent les peuples du tiers monde. Plusieurs centres vont rassembler alors une documentation spécialisée sur les mouvements populaires de l'Amérique latine et la théologie de la libération (16).

A l'aube des années quatre-vingt la restructuration est à l'ordre du jour, en même temps que se répand l'idée

d'une coopération Nord-Sud renouvelée (17). Le colloque national *Recherche et technologie* (18) réserve dans ses conclusions une part importante à la diffusion et à la valorisation de l'Information scientifique et technique (IST). Une loi d'orientation et de programmation de la recherche intitulée *Recherche scientifique et développement technologique de la France* est promulguée en juillet 1982. Elle définit des programmes mobilisateurs dont l'un sera entièrement consacré à la *Recherche scientifique et l'innovation technologique au service du développement du tiers monde* (Programme mobilisateur n° 4). Dans cette dynamique, l'utilisation des nouvelles technologies appliquées au traitement de l'information sera saisie comme une chance, comme un moyen d'exploiter un capital d'IST détenu par un certain nombre d'institutions scientifiques intervenant sur le terrain des pays de la zone tropicale. La Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST) jouera un rôle clé dans la politique menée en matière de constitution de banques de données et de réorganisation documentaire.

C'est dans ce contexte que va être créé le Centre international de documentation en agronomie des régions chaudes (CIDARC) du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et que va naître le Centre de documentation et d'information scientifique pour le développement (CEDID) de l'ORSTOM. Mais on retiendra surtout de cette période l'organisation documentaire en réseau. Les exemples les plus marquants sont sans aucun doute IBISCUS, système d'information pour le développement constitué par vingt-cinq organismes, le Réseau Amérique latine (groupement de recherche n° 26 du CNRS) et le Réseau des centres de documentation tiers monde (RITIMO) qui regroupe une quarantaine d'organisations de solidarité internationale localisées dans toute la France.

Dans ce foisonnement d'organismes, il convient d'identifier clairement deux types d'établissements : ceux

dont la mission est l'étude soit d'une aire culturelle spécifique soit de la problématique du développement en tant qu'objet d'analyse (les plus nombreux, il en est ainsi des centres universitaires ou scientifiques, cf. tableau) ; et ceux qui se situent dans une relation stratégique de coopération pour le développement avec les pays du Sud comme l'ORSTOM ou les ONG spécialisées. Cette différence est fondamentale car elle influence très sensiblement à la fois les contenus et les traitements de l'information.

## Contre vents et marées

Depuis 1945 les sciences sociales ont progressé. Elles ont élargi leurs champs de recherche et se sont adaptées aux changements (19). L'intérêt pour le tiers monde s'est nourri avec cette réflexion. On peut noter un accroissement significatif des unités documentaires spécialisées. Ce mouvement, cependant, est loin d'être linéaire et la vie des organismes (et d'abord de leurs services de documentation) est bien souvent soumise aux conjonctures politiques et économiques. C'est ainsi que l'on

(15) Le terme « organisation non gouvernementale » (ONG), improprement employé pour désigner les organisations de solidarité internationale (OSI), aurait dû normalement être réservé aux seules organisations qui ont un statut consultatif aux Nations unies. La tendance actuelle est de nommer OSI ces organisations appartenant souvent au secteur associatif.

(16) Centre Leuret, CETRAL, CCFD, INODEP [sigles développés ci-après dans le tableau].

(17) Le discours du Président de la République François Mitterrand au sommet de Caucun (octobre 1981), plaide pour un nouveau dialogue Nord-Sud.

(18) Organisé par le Ministère de la recherche et de la technologie après des assises régionales de réflexion.

(19) Maurice Godelier, *Les sciences de l'Homme et de la société en France : analyse et propositions pour une politique nouvelle*. Rapport au ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, La Documentation française, 1982.

peut observer des phases d'expansion ou au contraire de récession. Elles se traduisent par la création, la restructuration ou la suppression de ces services. Plus souvent la réduction des moyens, l'absence de soutiens financiers plongent certains d'entre eux dans un demi-sommeil. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt, la crise économique, se doublant parfois de crise institutionnelle et idéologique, a provoqué la disparition de plusieurs centres importants du secteur associatif (20). Il faut également souligner que dans cette période le soutien politique des différents ministères a fait défaut à quelques autres.

Ce tour d'horizon, sans doute trop rapide, dépeint un secteur en bouleversement perpétuel. Le secteur public et universitaire plus stable permet avec le temps de conserver une documentation qui sans lui aurait été complètement dispersée. La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) par exemple a souvent permis la sauve-

garde de documents rares, voire de collections intégrales (21). De telles opérations restent marginales et une grande partie de la documentation des organisations de solidarité internationale qui ont fermé est définitivement perdue. Que dire du coût considérable de cette situation due à l'instabilité des politiques menées et au « détachement » et à la méconnaissance de certains décideurs pour la documentation ?

Certes, l'information scientifique coûte cher et elle n'est pas toujours adaptée aux besoins spécifiques et immédiats de l'ensemble des utilisateurs, la plupart du temps par manque de moyens. Seul le travail en réseau permet d'étaler et de partager ces coûts, en même temps qu'il assure, en constituant d'importants réservoirs documentaires, un accès plus pertinent aux besoins différenciés des usagers. Compte tenu de l'explosion de l'information, les centres de documentation ne peuvent plus gérer l'exhaustivité des flux. C'est pourquoi les professionnels de ce secteur, de

plus en plus séduits par ce mode de fonctionnement qui permet de mieux exploiter les ressources, inventent chaque jour une nouvelle forme de coopération (22).

Le tableau ci-contre montre l'évolution depuis 1945 des unités documentaires dont nous venons de parler mais aussi leur diversité et leur richesse.

(20) Centre Leuret, CETRAL, INODEP, CIDESSCO, CIFACE, BLACT.

(21) Les fonds du Centre de Josué de Castro sont notamment conservés dans leur intégralité à Nanterre. Dans le même ordre d'idées, les fonds documentaires très importants du CETRAL ont pu être préservés grâce au Réseau Amérique Latine ; ils sont répartis entre diverses bibliothèques de ce réseau (IHEAL, BDIC et CEDOCAL).

(22) IBISCUS (Système d'information sur les pays en développement), ISTEED (Institut des sciences et des techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement), Réseau d'information des groupes locaux tiers-monde (RITIMO), Réseau Amérique latine (GDR 26 - CNRS) et REDIAL (Réseau européen de documentation et d'information sur l'Amérique latine).

### Interprétation du tableau

#### Tutelle

ACCT : Agence de coopération culturelle et technique  
BIT : Bureau international du travail  
CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement  
CNRS : Centre national de la recherche scientifique  
EHESS : Ecole des hautes études en sciences sociales  
FNSP : Fondation nationale des sciences politiques  
IEP : Institut d'études politiques  
ISTED : Institut des sciences et des techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement  
GIS : Groupement d'intérêt scientifique  
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques  
UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance  
UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

#### Dates de création et de suppression

La date de création d'un centre de documentation ou d'une bibliothèque ne correspond pas obligatoirement à celle de la création de l'organisme. Il

y a parfois quelques années de décalage.

• 1961 - Création par Robert Comevin - à la Documentation française

a) de la Bibliothèque d'Afrique et d'Outre-Mer (BAOM) qui est aujourd'hui gérée au sein de la bibliothèque générale dont elle est un fonds spécialisé ;

b) du Centre d'études et de documentation sur l'Afrique et l'Outre-Mer (CEDAOM) devenu Centre d'études et de documentation sur l'Afrique et Madagascar (CEDAM) en 1987. Celui-ci a été intégré, en 1990, au Centre d'information et de documentation internationale contemporaine (CIDIC).

• 1966 - Création de l'Institut international d'administration publique (IIAP) qui a succédé à l'ENFOM (Ecole nationale de la France d'Outre-Mer), elle-même issue de l'Ecole française coloniale.

• 5 juin 1984 - Création du Centre international de recherche en agronomie tropicale pour le développement (CIRAD) qui rassemble les 8 instituts spécialisés qui étaient fédérés dans le Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT).

• 1987-1988 - Eclatement du Centre

d'information et de formation des agents de coopération et à l'étranger (CIFACE) qui avait intégré les activités du Bureau de liaison des agents de coopération technique (BLACT, 1963-1984) et du Centre de formation des coopérateurs culturels et techniques internationaux (CFECTI, 1958-1984). Aujourd'hui, il existe une antenne d'information pour les coopérateurs au sein du Centre de documentation du ministère de la Coopération, et l'Accueil des coopérateurs internationaux et des français à l'étranger (ACIFE) au sein du ministère des Affaires étrangères.

• 1988 - Création de Villes en développement, association privée après la dissolution de l'Agence coopération aménagement (ACA, 1980-1987) qui avait elle-même succédé au Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat (SMUH, 1960-1980).

#### Les banques de données (BDB)

• BDB = Banque de données bibliographiques fonctionnant en local.

• Réseau = Intégration dans un réseau documentaire produisant une banque de données.

• Le Centre de documentation ou la bibliothèque peut produire sa propre banque de données et participer à un réseau documentaire.

**SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ  
BIBLIOTHÈQUES ET CENTRES DE DOCUMENTATION**

Date de fondation	Date de suppression	Sigle actuel	Nom et Localisation	Tutelle	Domaines couverts	Accès	Bases de données
1902		CNEARC	Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes, Montpellier	Min. Agriculture	Economie agricole	Tout public	Réseau
1917		BDIC	Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, Nanterre	Min. Educ. Nat.	Histoire Mouvements populaires	Tout public	
1920		BIT	Bureau International du Travail, Paris	Nations Unies	Travail	Tout public	BDB
1922		ASOM	Académie des Sciences d'Outre-Mer, Paris	Min. Educ. Nat.	Histoire colon. Développement	Tout public	
1935	1979	CEPE	Centre d'Etudes de Politique Etrangère, Paris (voir 1979 IFRI),		Politique internationale, Géopolitique	Réservé	
1936		CHEAM	Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes, Paris	1 <sup>er</sup> Ministre FNSP	Sciences soc., Géographie, Islam, Géopolit.	Réservé	
1937		MH	Musée de l'Homme, Paris	Min. Educ. Nat.	Anthropologie, Ethnologie, Préhistoire	Tout public	
1944		ORSTOM	Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération, Bondy	Min. Recherche Min. Coopération	Multidisciplinaire	Tout public	Réseau
1945		FNSP	Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris		Sciences sociales, Politique, Economie	Réservé	BDB
1945		INED	Institut National d'Etudes Démographiques, Paris	Min. Recherche	Démographie, Population	Tout public	
1945		CIDIC	Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine (Documentation Française), Paris	1 <sup>er</sup> Ministre	Politique, Economie, Société	Tout public	
1946		UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, Paris	Nations Unies	Education, Sciences, Culture	Tout public	BDB
1948		INRA/ESR	Institut National de Recherche Agronomique / Economie & Sociologie Rurales, Montpellier	Min. Agriculture	Sociologie rurale Economie rurale	Tout public	Réseau
1949		CIE	Centre International de l'Enfance, Paris		Santé	Tout public	BDB
1949		BCEOM	Bureau Central d'Etudes pour les Equipements d'Outre-Mer, Guyancourt		Aménagement du territoire, Transport	Réservé	Réseau
1950		BDPA/ SCETAGRI	Bureau pour le Développement de la Production Agricole, Paris I		Agronomie tropicale Agriculture	Tout public	Réseau

Date de fondation	Date de suppression	Sigle actuel	Nom et Localisation	Tutelle	Domaines couverts	Accès	Bases de données
1953		IHEAL	Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, Paris	Univ. Paris III	Sciences sociales et humaines	Tout Public	Réseau
1956		CED	Centre d'Etude du Développement, Paris	Univ. Paris I	Macro-économie, Développement	Réservé	Réseau
1957		CEA/ CARDAN	Centre d'Etudes Africaines, Paris (voir 1960 CARDAN)	EHESS et CNRS	Sciences sociales et humaines	Réservé	
1957		IEDES	Institut d'Etude du Développement Economique et Social, Paris	Univ. Paris I	Economie du développement	Réservé	Réseau
1958		IRFED	Institut International de Recherche et de Formation, Paris		Développement Education	Tout public	Réseau
1958		CEAN	Centre d'Etude d'Afrique Noire, Talence	Univ. Bordeaux I IEP	Politique Développement	Tout public	BDB
1958	1984	CFECTI	Centre de Formation des Coopérants Culturels et Techniques Internationaux, Paris (voir 1984 CIFACE)	Min. Affaires Etrangères	Economie, Politique, Culture	Tout public	
1960	1980	SMUH	Secrétariat des Missions d'Urbanisme et de l'Habitat, Paris (voir 1980 ACA)		Urbanisme Sociologie urbaine	Tout public	
1960	1970	CARDAN	Centre d'Analyse et de Recherche Documentaire pour l'Afrique Noire, Paris (voir 1957 CEA)	EHESS	Sciences sociales	Réservé	
1961	1990	CEDAM	Centre d'Etudes et de Documentation sur l'Afrique Noire et Madagascar, Paris (voir 1945 CIDIC)	1 <sup>er</sup> Ministre	Sciences sociales, Politique	Tout public	
1961		BAOM	Bibliothèque d'Afrique et d'Outre-Mer, intégrée à la Bibliothèque de la Documentation Française, Paris	1 <sup>er</sup> Ministre	Histoire coloniale, Politique, Sciences sociales	Tout public	
1961			Collège Coopératif, Montrouge		Coopération, Urbanisme, Développement	Tout public	
1962		CEDRASEMI	Centre de Documentation et de Recherche sur le Monde Insulindien, Sophia Antipolis	CNRS EHESS	Anthropologie Ethnologie	Réservé	
1962		MINCOOP CID	Centre d'Information et de Documentation, Paris	Min. Coopération	Développement, Economie, Culture	Tout public	Réseau
1962		OCDE/CD	Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris	Pays de l'OCDE	Economie du développement	Tout public	Réseau
1962	1986	CRESM	Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes, Aix-en-Provence (voir 1986 INREMAM)	Univ. Aix-en-Provence	Sciences sociales	Réservé	BDB
1962		IAM	Institut Agronomique Méditerranéen, Montpellier	Min. Affaires Etrangères	Agronomie tropicale Sociologie rurale	Tout public	Réseau
1962	1991	CJN	Croissance des Jeunes Nations, Lyon (voir 1991 CIEDEL)		Développement	Tout public	

LES CENTRES DE DOCUMENTATION SUR LE TIERS MONDE ET LA MEMOIRE DU TEMPS

Date de fondation	Date de suppression	Sigle actuel	Nom et Localisation	Tutelle	Domaines couverts	Accès	Bases de données
1963	1984	BLACT	Bureau de Liaison des Agents de Coopération Technique, Paris (voir 1984 CIFACE)	Mon. Coopération	Culture, Economie	Coopérants	
1963		IIFE	Institut International de Planification de l'Education, Paris	UNESCO	Education	Réservé	BDB
1963		CFD	Caisse Française de Développement, Paris	Min. Finances Min. Coopération	Economie du développement, Aide au développement	Réservé	
1964	1975	CID	Centre International pour le Développement, Paris		Développement	Tout public	
1965		CAOM	Centre des Archives d'Outre Mer, Aix-en-Provence	Min. Educ. Nat.	Histoire coloniale	Tout public	
1965		CRA	Centre de Recherches Africaines, Paris	Univ. Paris I, III, V	Histoire, Anthropologie, Littérature	Réservé	
1966		IIAP	Institut International d'Administration Publique, Paris	1 <sup>er</sup> Ministre	Politique, Administration, Droit international, Développement économique	Tout public	BDB
1967		CIAS	Centre d'Etudes sur l'Inde et l'Asie du Sud, Paris	CNRS, EHESS	Sciences sociales	Réservé	BDB
1968		CEGET	Centre d'Etudes de Géographie Tropicale, Talence	CNRS	Géographie, Sciences sociales	Tout public	Réseau
1968		ISTOM	Médiathèque Guy Loyer Institut Supérieur Technique d'Outre-Mer, Cergy-Pontoise		Economie du développement, Economie rurale, Anthropologie, Géographie	Réservé	Réseau
1969		IREPD	Institut de Recherche sur la Production et le Développement, Grenoble	Univ. Grenoble	Economie du développement, Travail, Industrie	Réservé	
1970	1985	GERDAT	Groupement d'Etudes et de Recherches pour le Développement de l'Agronomie Tropicale, Paris (voir 1987 CIRDAC)		Agronomie tropicale		
1971	1987	INODEP	Institut Oecuménique pour le Développement des Peuples, Paris		Développement Economie, Politique	Tout public	
1972	1975	CIDEV	Centre d'Information sur le Développement, Paris	CCFD et CIMADE	Développement	Tout public	
1972		EIB	Ecole Internationale de Bordeaux, Talence	ACCT	Développement, Culture	Réservé	BDB
1972		LAS	Laboratoire d'Anthropologie Sociale, Paris	Univ. Paris VII, X Collège de France	Anthropologie	Réservé	BDB
1972	1986	CL	Centre Leuret, Paris		Développement, Théologie de la libération	Tout public	
1974		CDIDEV	Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Libération des Peuples, Rennes		Développement	Tout public	Réseau



Date de fondation	Date de suppression	Sigle actuel	Nom et Localisation	Tutelle	Domaines couverts	Accès	Bases de données
1974		CIRED	Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement, Paris	CNRS et EHESS	Eco-Développement	Tout public	BDB
1974		CERSOI	Centre d'Etudes et de Recherches sur les Sociétés de l'Océan Indien, Aix-en-Provence	CNRS	Sciences sociales	Réservé	
1975	1986	CETRAL	Centre d'Etudes sur le Tiers Monde et l'Amérique Latine, Paris	CCFD, CIMADE	Economie du développement	Tout public	
1975	1980	ACOEDDEV	Action Oecuménique pour le Développement, Paris	Univ. Paris VII	Développement	Interne	
1975		LTMA	Laboratoire Tiers Monde Afrique, Paris		Urbanisation, Sciences sociales, Développement	Réservé	
1976		GRET	Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques, Paris		Techno. appropriées	Interne	Réseau
1976		CERDI	Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International, Clermont-Ferrand	Univ. Clermont-Fer. et CNRS	Economie du développement	Réservé	
1978		UNICEF	Comité Français pour l'UNICEF, Paris	UNICEF	Enfant, Santé, Nutrition	Tout public	
1978		EREA	Equipe de Recherche d'Ethnologie Amérindienne, Paris	CNRS	Ethnologie, Histoire, Linguistique	Tout public	
1979		IFRI	Institut Français des Relations Internationales, Paris		Politique internationale, Géopolitique, Armement	Réservé	
1979		URBAMA	Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Urbanisation du Monde Arabe, Tours	CNRS	Sciences sociales, Urbanisme, Géographie	Réservé	
1979		CEDOCAL	Centre de Documentation sur l'Amérique Latine, Toulouse	Univ. Toulouse le Mirail	Sciences sociales	Tout public	Réseau
1980	1987	ACA	Agence Coopération Aménagement, Paris (voir 1988 Villes en Développement)		Urbanisme, Sociologie rurale	Tout public	
1980		CDIL	Centre de Documentation et d'Information sur le Laos, Metz		Sciences sociales, Politique	Tout public	BDB
1981	1986	CIDESSCO	Centre International pour le Développement Social et la Santé Communautaire, Bordeaux		Santé		
1981		CIDES	Centre d'Information pour un Développement Solidaire, Toulouse		Développement	Tout public	Réseau
1981		SILO	SILO-Développement, Melun		Développement	Tout public	Réseau
1981		CDTM	Centre de Documentation Tiers Monde, Paris		Développement	Tout public	Réseau
1981		CEDIDELP	Centre de Documentation Internationale pour la Libération des Peuples, les Libertés et la Paix, Paris		Développement Droits de l'homme Droits des peuples	Tout public	

**LES CENTRES DE DOCUMENTATION SUR LE TIER S MONDE ET LA MEMOIRE DU TEMPS**

Date de fondation	Date de suppression	Sigle actuel	Nom et Localisation	Tutelle	Domaines couverts	Accès	Bases de données
1982	1987	DHP	Dialogue et Documents pour le Progrès de l'Homme, Paris	Fond. pour le progrès de l'homme	Développement	Interne	Réseau
1984		CIFACE	Centre d'information et de Formation des Agents de Coopération à l'Etranger, Paris (voir aussi 1989 ACIFE et 1962 MINCOOP)	Min. Affaires Etrangères Min. Coopération	Culture, Economie	Tout public	
1985		CEDID / ORSTOM	Centre de Documentation et d'Information Scientifique pour le Développement, Paris	Min. Recherche Min. Coopération	Sciences économiques et sociales Développement	Tout public	Réseau
1985		CID-VIETNAM	Centre d'Information et de Documentation sur le Vietnam, Paris		Sciences économiques et sociales	Tout public	
1986			Centre Asie-Centre de Documentation et d'Observation sur l'Asie du Sud-Est et Orientale, Grenoble	Univ. de Grenoble et IREPD	Economie, Industrialisation	Réservé	
1986		IREMAM	Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman, Aix-en-Provence	Univ. Aix-en-Provence	Sciences sociales	Réservé	BDB
1987		IMA	Institut du Monde Arabe, Paris	Pays Arabes et France	Sciences sociales	Tout public	BDB
1987		CIDARC	Centre International de Documentation en Agronomie des Régions Chaudes, Montpellier	Min. Recherche Min. Coopération	Agronomie tropicale, Economie agricole	Tout public	Réseau
1987		ORSTOM	Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération, Montpellier	Min. Recherche Min. Coopération	Environnement, Agronomie tropicale, Santé, Hydrologie	Réservé	Réseau
1988		CEPED	Centre Français sur la Population et le Développement, Paris		Population Démographie	Tout public	Réseau
1988		VED	Villes en Développement, Paris-La Défense (voir 1980 ACA)	ISTED	Urbanisme, Sociologie urbaine	Tout public	Réseau
1989		ACIFE	Accueil des Coopérants Internationaux et des Français à l'Etranger, Paris (voir 1984 CIFACE)	Min. Affaires Etrangères	Culture, Politique, Economie	Réservé aux Coopérants	
1991		CIEDEL	Centre International d'Etudes pour le Développement Local, Lyon (voir 1962 Croissance des Jeunes Nations)	Univ. Cath. de Lyon	Développement local	Tout public	Réseau

## BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- [1] Josué de Castro. — Géopolitique de la faim. — Lyon : Editions Economie et Humanisme ; Paris : Les Editions ouvrières, 1965. — 2<sup>e</sup> éd. — 483 p.
- [2] Geneviève Dreyfus-Armand. — « Le fonds du Centre d'études sur le tiers-monde et l'Amérique latine (CETRAL). 1975-1986 ». — *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, juillet-septembre 1991, n° 24 p. 27.
- [3] Geneviève Dreyfus-Armand. — « Le fonds du Centre international pour le développement. CID : 1964-1984 ». — *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, juillet-septembre 1991, n° 24, p. 26.
- [4] Georges Fischer. — « Henri Laugier, fondateur de l'Institut d'études du développement économique et social, in memoriam ». — *Revue Tiers Monde*, janvier-mars 1973, n° 53, p. 5-7
- [5] Institut national d'études démographiques. — Le « Tiers-Monde » : sous-développement et développement. Ouvrage réalisé sous la dir. de Georges Balandier ; préface d'Alfred Sauvy. — Paris : Presses universitaires de France, 1956. — 393 p. — (Coll. Travaux et documents de l'INED ; cahier n° 27).
- [6] Louis Joseph Lebet. — Suicide ou survie de l'Occident. — Paris : Editions ouvrières, 1956. — 406 p.
- [7] Louis Joseph Lebet. — « Regards 1986 ». — *Economie et Humanisme*, octobre 1986, n° 143 p.
- [8] Anne Malecot. — « Le Centre des hautes études de l'Afrique et l'Asie modernes ». — Communication au colloque international Middle East, Libraries Committee, Oxford, avril 1980.
- [9] Alfred Sauvy. — « L'INED a vingt-cinq ans ». — *Population*, 1970, n° 6, p. 1063-1077.
- [10] Pierre Vidal-Naquet. — L'histoire de l'humanité. Atlas. — Paris : Hachette, 1989. — 322 p. — (Coll. Atlas Hachette).

## RÉPERTOIRES

- [11] Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). — Répertoire des fournisseurs d'information francophone pour le développement. — Paris : ACCT, 1989. — 996 p.
- [12] Christine Avel. — Guide de bibliothèques et de centres de documentation concernant le développement (Paris et région parisienne). — Paris : Maison des sciences de l'Homme, Centre de documentation et de liaison sur l'éco-développement, 1986. — 18 p.
- [13] Centre d'études et de recherche sur les sociétés de l'océan Indien (CERSOI). — Guide des sources documentaires sur l'océan Indien. — Marseille : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1980.
- [14] IBISCUS. Système d'information sur les pays en développement. Aires. Gestion de l'information. — Sources d'information francophones pour le développement / par Isabelle Gachie et Pascal Hué (collab). — Paris : Ministère de la coopération et du développement, 1992. — 345 p. — (Coll. Réseaux documentaires sur le développement ; série Etudes documentaires).
- [15] IBISCUS. Système d'information sur les pays en développement. — Associations de solidarité internationale. Répertoire 1992. — Paris : Ministère de la Coopération et du Développement, 1992. — 161 p.
- [16] Institut du monde arabe. — RIMA. Répertoire des bibliothèques et des organismes de documentation sur le monde arabe. — Paris : IMA, 1986.
- [17] Groupement d'intérêt scientifique économie mondiale, tiers-monde, développement (GEMDEV). — Enseignements, recherches, 1992-1993. — Paris : GEMDEV, 1992. — 76 p.
- [18] Groupement de recherche Interurba. — Présentation des formations membres du Groupement de recherche Interurba. — Paris : Groupement de recherche Interurba, 1991. — 66 p. multigr.
- [19] Roger Macdonald, Carol Travisl. — Libraries and special collections on Latin America and the Caribbean : a directory of European resources. — Londres : The Athlone Press, 1988. — 339 p. — (University of London, Institute of Latin American Studies monographs, 14)
- [20] Ministère des Affaires étrangères ; Ministère de la coopération et du développement ; Ministère de la recherche et de la Technologie. — L'information en partage. L'offre française en information spécialisée pour le développement. — Paris, 1992. — [24 p.]
- [21] ORSTOM. Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération. — Sources d'information sur l'Afrique noire francophone et Madagascar : institutions, répertoires, bibliographies / par Laurence Porgès. — Paris : Ministère de la coopération ; La Documentation française, 1988. — 389 p. — (Coll. Analyse des sources d'information)